



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général de la défense
et de la sécurité nationale**

Agence nationale de la sécurité des
systèmes d'information

Le Directeur général

Paris, le **29 JAN. 2021**
N° **212** /ANSSI/SDE

DECISION DE QUALIFICATION
D'UN SERVICE

MINISTRE DE LA JUSTICE

13, place Vendôme
75001 Paris

Le directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information,

Vu le règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE, notamment l'alinéa 2 de son article 21 ;

Vu le décret n° 2009-834 du 7 juillet 2009 modifié portant création d'un service à compétence nationale dénommé « agence nationale de la sécurité des systèmes d'information », notamment son article 1^{er} ;

Vu le décret du 27 mars 2014 portant nomination du directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information – M. POUPARD (Guillaume) ;

Vu le courrier du Secrétariat général des affaires européennes à Monsieur l'ambassadeur représentant permanent de la France auprès de l'Union européenne en date du 17 février 2015, référence ITEC/0155/2015, informant qu'en application de l'article 17.2 du règlement (UE) n° 910/2014 du 23 juillet 2014, l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information est désignée comme organe de contrôle,

Vu le processus de qualification d'un service ;

Vu le dossier de demande de qualification fourni par le ministère de la Justice le 28 janvier 2021,

Décide :

- Art. 1 – Le service de délivrance de certificats de signature électronique dont l'identifiant (OID) est 1.2.250.1.120.4.3.1.1 fourni par le ministère de la Justice ci-après désignée le fournisseur, portant le nom « *Autorité de certification personnes 4* » respecte les règles fixées par le règlement européen (UE) n° 910/2014 et est qualifié.
- Art. 2 – La présente décision est conditionnée au respect par le fournisseur des engagements relatifs au processus de qualification d'un service, pris au titre de sa demande de qualification.
- Art. 3 – La présente décision est valable du 30 janvier 2021 au 30 juin 2021.



Guillaume POUPARD
Directeur général de l'agence nationale
de la sécurité des systèmes d'information